GEOINT : une mutation du rapport au risque et un révélateur de puissance

Milan Leboucq

Directeur du département GEOINT et spatial de l'Institut d'études de géopolitique appliquée

29 août 2025

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2025.

Comment citer cette publication :

Milan Leboucq, *GEOINT : une mutation du rapport au risque et un révélateur de puissance,* Institut d'études de géopolitique appliquée, Paris, 29 août 2025.

121 rue du Vieux Pont de Sèvres 92100 Boulogne-Billancourt
Courriel : secretariat@institut-ega.org
Site internet : www.institut-ega.org

SOMMAIRE

Introduction 2
Le GEOINT comme instrument d'influence et de communication stratégique 3
La médiatisation du GEOINT : contrôler la temporalité des crises 3
La bataille du récit : le GEOINT entre information et influence 4
Un outil de mobilisation des opinions publiques et d'alliances internationales 5
Le GEOINT comme outil opérationnel 6
Anticiper : le GEOINT comme outil de réduction de l'incertitude 6
L'espace géographique : un élément central de l'analyse 7
Exploiter le renseignement géospatial pour un avantage décisionnel asymétrique 9
Le GEOINT comme socle de coopération en contexte 10
Une mutualisation croissante des moyens d'observation et d'analyse 10
Le GEOINT comme levier de montée en compétence dans les États en développement 11
Limites et enjeux géopolitiques d'une coopération géospatiale internationale 12
Conclusion 14

« *La gestion des risques est devenue la pierre angulaire de la légitimité politique des États.* » – Ulrich Beck, The Reinvention of Politics (1997).

La modernité a profondément transformé notre rapport au risque. Longtemps perçu comme une fatalité inhérente aux dynamiques sociales et naturelles, il est désormais conçu comme une variable qu'il faut anticiper, contrôler et neutraliser. Dans un monde marqué par l'accélération des crises, qu'elles soient climatiques, sanitaires, économiques ou sécuritaires, la capacité d'un État à gérer ces turbulences est devenue un test de crédibilité politique et stratégique. Selon Ulrich Beck, nous avons basculé dans une « société du risque », où l'incertitude n'est plus tolérée et où les populations exigent des réponses immédiates et efficaces face aux menaces. Cette mutation a bouleversé en profondeur les attentes vis-à-vis des gouvernants : il ne s'agit plus d'administrer des crises une fois qu'elles surviennent, mais d'organiser leur prévention, leur surveillance et leur gestion en temps réel.

Loin d'être perçue comme un phénomène passager, la crise s'est imposée comme un révélateur de puissance. Alors que les menaces sont diffuses et les crises systémiques, la gestion de l'imprévu est un espace d'affrontement géopolitique. Face à ce constat, un État est jugé non seulement sur sa capacité à protéger ses citoyens, mais aussi sur sa réactivité, son contrôle de l'information et sa capacité à structurer l'intervention internationale. Chaque crise devient un test de *leadership*, où se mesurent la robustesse des institutions, la maîtrise des instruments de surveillance et la rapidité du cycle décisionnel. Plus encore, elle agit comme un révélateur des rapports de force contemporains, où se confrontent stratégies d'influence, rivalités technologiques et recomposition des alliances.

Dans ce contexte, le GEOINT (*Geospatial Intelligence*), défini comme l'analyse de l'information géolocalisée à des fins décisionnelles, militaires ou politiques (Boulanger, 2011), s'est imposé comme un outil stratégique. Il permet aux États d'anticiper les événements avant qu'ils ne se manifestent, en traitant en temps réel des volumes massifs de données issues de multiples sources : imagerie satellite, renseignement d'origine électromagnétique et surveillance des flux migratoires, modélisation des catastrophes naturelles. Grâce à ces capacités, il réduit l'incertitude stratégique, accélère le cycle décisionnel et permet de façonner l'espace de la crise avant même que celle-ci ne soit visible aux autres acteurs.

Le GEOINT ne se limite toutefois pas à l'anticipation, en ce qu'il s'agit également d'un instrument d'influence et d'exclusion. Une puissance qui détient un accès privilégié aux données géospatiales peut décider qui intervient, qui est informé et qui est tenu à l'écart. Il structure ainsi l'intervention militaire et humanitaire et définit les conditions d'accès aux théâtres d'opérations. En Ukraine, par exemple, la diffusion d'images satellites par des entreprises comme Maxar a permis de justifier le soutien militaire occidental en exposant les mouvements russes.

Bien plus qu'un outil de renseignement, le GEOINT est un levier d'influence, permettant d'imposer et contrôler le récit d'une situation. Une crise est mise en scène, documentée et diffusée selon des logiques stratégiques bien précises. Un État peut choisir de rendre publiques certaines données, d'en occulter d'autres, ou encore de produire des images biaisées pour justifier une intervention ou légitimer des sanctions. La gestion de crise s'inscrit ainsi dans un cadre plus large de guerre de l'information, où les puissances cherchent autant à maîtriser la situation qu'à imposer leur propre lecture des événements.

Dès lors, la gestion des crises contemporaines constitue un révélateur des tensions, des jeux d'alliances et des stratégies de domination qui façonnent l'ordre international. Qui détient l'exclusivité du renseignement et des images satellites ? Qui impose la lecture dominante des événements ? Qui définit les priorités de l'intervention et en exclut certains acteurs ? À travers ces questions, il apparaît clairement que la gestion de crise est une arène où s'expriment et s'intensifient les rapports de force mondiaux.

Cette étude entend ainsi répondre à la question suivante : comment le GEOINT, en tant qu'outil géopolitique, participe-t-il à la structuration des crises contemporaines ? En étudiant successivement son rôle dans l'anticipation, la gestion opérationnelle et l'influence narrative des crises, il s'agira de montrer que le GEOINT ne se limite pas à une amélioration des capacités décisionnelles, mais constitue un révélateur et un amplificateur des rapports de force internationaux.

Le GEOINT comme instrument d'influence et de communication stratégique

Dans les crises contemporaines, l'influence est devenue une arme aussi cruciale que les moyens opérationnels. Le GEOINT, par sa capacité à rendre visibles certaines réalités, est aujourd'hui au cœur de cette guerre d'influence informationnelle. En révélant certaines données stratégiques et en occultant d'autres, les États utilisent le GEOINT pour imposer leur lecture des événements, influencer l'opinion publique internationale et orienter les décisions diplomatiques. À travers ces usages, le GEOINT s'inscrit pleinement dans les logiques de médiatisation et de communication stratégique qui caractérisent les crises modernes.

La médiatisation du GEOINT : contrôler la temporalité des crises

Dans les configurations contemporaines de crise, le renseignement géospatial constitue un instrument central de maîtrise de la temporalité informationnelle. Le contrôle du temps est un levier stratégique fondamental, permettant aux États de structurer l'espace médiatique et diplomatique d'une crise avant même qu'elle n'éclate sur le terrain. Le GEOINT, par la rapidité de captation et de diffusion qu'il autorise, offre aux acteurs disposant de ces capacités une asymétrie décisive dans la production et la hiérarchisation des signaux de crise.

Cette dimension a été mise en évidence lors du conflit russo-ukrainien de 2022, lorsque les États-Unis ont adopté une politique inédite de déclassification rapide des données géospatiales. Par la publication régulière d'images satellites issues d'opérateurs privés tels que Maxar, l'administration Biden a pu anticiper le déclenchement de l'invasion et construire, en amont des événements, une narration préventive orientée vers la dénonciation d'une agression planifiée. Ce recours précoce au GEOINT a permis de préempter le récit, de fédérer les alliés et de neutraliser les tentatives russes de désinformation. Comme le souligne un rapport de *Foreign Policy Analytics*, cette stratégie visait explicitement à "influence how the crisis would be perceived before it fully materialized" (*Foreign Policy Analytics*, 2021).

Dans une logique similaire, la France a eu recours à des images issues de drones militaires pour documenter et désamorcer une tentative de manipulation informationnelle imputée au groupe Wagner à Gossi, au Mali, en avril 2022. En rendant publique cette imagerie dans un temps extrêmement court, Paris n'a pas seulement cherché à rétablir sa crédibilité sur le théâtre sahélien, mais aussi à illustrer sa capacité à répondre, en temps réel, aux attaques informationnelles dans un contexte de compétition narrative accrue.

Au-delà des seuls enjeux de transparence ou de communication, ces exemples illustrent une transformation de l'usage stratégique du renseignement : le GEOINT est un mécanisme de préemption cognitive, permettant d'occuper en amont le champ des représentations et d'imposer une lecture des événements avant même leur pleine réalisation. Cette capacité à structurer l'événement dans le temps long de sa médiatisation, en combinant captation, sélection et diffusion ciblée, consacre le renseignement géospatial comme un opérateur de synchronisation entre action militaire, diplomatie et stratégie d'influence.

Toutefois, cette maîtrise du tempo n'est pas distribuée équitablement. Elle suppose l'accès à une infrastructure complète : capteurs à haute résolution, systèmes d'analyse automatisée, relais médiatiques crédibles et protocoles institutionnels de diffusion rapide. Elle souligne ainsi, en creux, les lignes de fracture technologiques et diplomatiques entre puissances dotées et acteurs périphériques. Ceux qui peuvent décider du « quand » du dévoilement des images façonnent en réalité le « quoi » de la crise.

La bataille du récit : le GEOINT entre information et influence

Le renseignement géospatial est un instrument de structuration discursive dans les contextes de crise. En rendant visibles certains faits dans un cadre spatial et temporel déterminé, le GEOINT contribue à l'établissement de lectures situées des événements. Il fournit des matériaux empiriques mobilisables dans des dispositifs de légitimation politique, juridique ou médiatique. En cela, il participe pleinement aux régimes contemporains de production de la vérité en contexte international.

L'exemple du massacre de Boutcha (Ukraine) par l'armée russe en mars 2022 illustre cette évolution. La diffusion d'images satellites par Maxar Technologies, documentant la présence de corps avant le retrait des troupes russes, a constitué un élément de preuve relayé par les canaux diplomatiques et médiatiques. Ces images, en raison de leur géolocalisation et de leur datation, ont renforcé la recevabilité du témoignage ukrainien dans les arènes internationales, contribuant à la qualification juridique des faits. Le GEOINT fonctionne ainsi comme support d'objectivation, permettant la stabilisation temporaire d'une version des événements dans un espace fortement conflictualisé.

Toutefois, cette capacité à produire une représentation stabilisée du réel s'accompagne de zones d'ambiguïté. Le choix des images diffusées, leur cadrage, leur résolution et leur contexte d'interprétation conditionnent les effets de sens qu'elles produisent. À cela s'ajoutent les usages instrumentaux du GEOINT, mobilisé dans certains cas à des fins de désinformation ou de persuasion. Plusieurs séquences du conflit russo-ukrainien ont été marquées par la diffusion de contenus géospatiaux décontextualisés ou reconfigurés pour répondre à des objectifs narratifs divergents. Cette plasticité du GEOINT dans la construction du sens en fait un outil ambivalent, à la fois support de preuve et vecteur d'influence.

La médiatisation délibérée de certaines données géospatiales dans des contextes de tensions régionales participe également à une économie du signal stratégique. En mars 2024, des images satellites ont révélé l'existence d'une réplique du complexe présidentiel de Taïwan construite dans le désert chinois. L'exposition publique de cette infrastructure, alors que sa dissimulation aurait été techniquement possible, peut être interprétée comme une opération de communication militaire visant à afficher une capacité d'anticipation tactique tout en entretenant une certaine ambiguïté stratégique. Ce choix de visibilité s'apparente à une forme de signalisation indirecte, caractéristique des stratégies de dissuasion contemporaine, dans lesquelles la démonstration de capacité est mobilisée non pas en vue d'un emploi immédiat, mais comme levier d'influence sur la perception de l'adversaire.

Dans ce contexte, le GEOINT ne peut être analysé indépendamment des dispositifs discursifs dans lesquels il s'insère. Il agit comme un cadre cognitif structurant, orientant les modalités d'interprétation, de crédibilisation ou de contestation d'un événement. Par sa capacité à spatialiser les faits, à les situer dans des configurations intelligibles et à les rendre partageables, le renseignement géospatial participe à la scénarisation des crises et à la structuration des récits dominants. Il est en cela un opérateur de la perception stratégique.

Un outil de mobilisation des opinions publiques et d'alliances internationales

Dans les contextes de crise, le renseignement géospatial est un levier stratégique de communication publique. Par sa capacité à produire des visualisations percutantes, à spatialiser les effets d'un événement et à inscrire un conflit dans un récit intelligible, il est un outil central de mobilisation des opinions publiques et de structuration des alliances. Le GEOINT participe ainsi pleinement à l'économie politique de l'attention, en organisant la visibilité sélective des crises dans les sphères médiatiques, diplomatique et sécuritaire.

L'Ukraine a fait de cet usage une composante essentielle de sa stratégie d'influence. Dès les premières semaines de l'invasion russe, les autorités ukrainiennes ont diffusé de manière systématique des cartes, images satellites et modélisations 3D des zones bombardées ou occupées. Ces documents ont été mis au service d'une communication politique visant à légitimer la défense nationale, mobiliser l'opinion publique internationale et consolider le soutien des alliés. Le compte « Defense of Ukraine » a fonctionné comme une plateforme de narration géospatiale, combinant informations vérifiables et mise en scène émotionnelle, dans une logique d'adhésion durable. Ce recours au GEOINT a ainsi permis de construire une image partagée de la guerre, facilitant les convergences politiques, humanitaires et militaires autour de l'Ukraine.

Cette stratégie a été relayée par des alliés occidentaux. Le ministère britannique de la Défense a diffusé quotidiennement, à travers ses « Defence Intelligence Updates », des produits GEOINT cartographiés explicitement orientés vers le grand public et les partenaires de l'OTAN. Cette politique de diffusion ouverte du renseignement a permis de maintenir un récit cohérent, de contrer la désinformation russe et de consolider une coalition politique et militaire autour de Kyiv. Le GEOINT est ainsi devenu un instrument d'ingénierie narrative.

Ces usages se déploient également dans des crises non militaires. À la suite du séisme au Népal en 2015, une coalition d'acteurs étatiques, non-gouvernementaux et communautaires a mobilisé le GEOINT pour cartographier en urgence les zones sinistrées. L'imagerie satellitaire,

croisée avec des contributions locales et des systèmes d'information humanitaire, a permis de hiérarchiser les priorités d'intervention et de documenter l'ampleur des dégâts, tout en renforçant la légitimité de la réponse internationale. De manière similaire, l'explosion du port de Beyrouth en 2020 a donné lieu à une production rapide de cartes d'impact, facilitant la coordination de l'aide tout en mettant en lumière l'insuffisance de la gouvernance locale. Dans ces cas, le GEOINT est une ressource politique mobilisée pour générer une prise de conscience collective, légitimer des formes d'assistance et structurer une dynamique d'engagement international.

Le renseignement géospatial devient donc un opérateur de perception, façonnant les récits dominants et orientant les réponses politiques. Il agit comme un catalyseur visuel dans l'espace médiatique, en renforçant la charge émotionnelle d'une crise ou en stabilisant une version des faits. Dans ce sens, l'usage du GEOINT s'inscrit dans une stratégie de communication intégrée, où l'image géospatiale devient vecteur d'autorité, d'influence et de mobilisation.

Le GEOINT comme outil opérationnel

Au-delà de sa dimension technique, le GEOINT s'impose comme un véritable outil opérationnel au service de l'action militaire et stratégique. En offrant une capacité d'anticipation face à l'incertitude, en plaçant l'espace géographique au centre de l'analyse et en fournissant un avantage décisionnel décisif, il devient un levier majeur de supériorité opérationnelle. Plus qu'un simple support cartographique, le GEOINT constitue ainsi un instrument de maîtrise du terrain et de réduction des zones d'ombre dans un environnement de plus en plus complexe.

Anticiper : le GEOINT comme outil de réduction de l'incertitude

La première force opérationnelle du GEOINT réside dans sa capacité à détecter les signaux faibles annonciateurs de crises. L'analyse géospatiale moderne permet d'identifier des changements subtils mais significatifs comme des déplacements militaires, des évolutions environnementales ou des mouvements de population, et de les corréler dans des systèmes d'information géographique. Ces signaux deviennent lisibles à travers des visualisations cartographiques qui rendent intelligibles des dynamiques autrement invisibles. En février 2022, les États-Unis et leurs alliés ont ainsi exploité des images satellites et des données géolocalisées révélant la concentration de troupes russes à la frontière ukrainienne. Cette lecture anticipative a permis de détecter l'imminence d'une offensive militaire, avant même son déclenchement effectif. Ce type de capacité illustre la montée en puissance du GEOINT comme instrument d'alerte stratégique.

Le GEOINT joue également un rôle central dans la fusion de données issues de capteurs variés, renforçant la conscience situationnelle des états-majors. Son efficacité fut illustrée lors de l'opération *Neptune Spear*, qui a conduit à la localisation et à l'élimination d'Oussama Ben

Laden[1] en 2011. Il trouve ainsi naturellement sa place dans les phases de planification comme dans la conduite des opérations. Cette capacité a été progressivement intégrée dans les doctrines occidentales, avec la création de cellules de fusion GEOINT au sein des chaînes de renseignement opérationnel. Des structures spécialisées telles que la NGA (National Geospatial-Intelligence Agency) aux États-Unis ou le CRGI (Centre de renseignement géospatial interarmées) en France assurent la continuité entre la captation du renseignement localisé et son traitement stratégique (Henrotin, 2017)[2]. Cette mutation doctrinale a été reproduite par d'autres États, selon des modalités spécifiques à leurs structures nationales de commandement.

Au-delà des crises militaires, l'exploitation de l'information géolocalisée joue également un rôle crucial dans la gestion des crises humanitaires et environnementales. Face à des catastrophes naturelles telles que les tremblements de terre ou les cyclones, l'Union européenne, à travers le programme Copernicus, valorise l'imagerie satellitaire combinée à des données issues de systèmes d'information géographique pour prévoir les zones les plus vulnérables, orienter rapidement les services de secours et anticiper les conséquences sur les populations, de leur sécurisation à la reconstruction de leur environnement. En structurant l'intervention, le GEOINT permet ainsi de réduire considérablement l'incertitude opérationnelle, d'améliorer la rapidité et de mesurer l'efficacité des réponses.

L'espace géographique : un élément central de l'analyse

Le GEOINT transforme profondément la manière dont les crises sont appréhendées en replaçant l'espace géographique au centre de l'analyse, tant stratégique que tactique. Il permet d'ancrer l'analyse des événements et des acteurs dans une réalité physique et humaine, au plus près du terrain opérationnel. Résolument opposée à la conception abstractisée des dynamiques à l'œuvre dans une crise ou d'une modélisation purement paramétrique, la lecture spatialisée met en lumière les dynamiques territoriales, les interactions entre les acteurs et les flux stratégiques (Lacoste, 1978)[3]. Elle intègre également la dimension temporelle, en articulant l'historicité des dynamiques locales à travers les données horodatées. Ainsi enracinée dans la matérialité des espaces, l'analyse GEOINT s'articule naturellement avec les logiques de planification opérationnelle.

Le prisme du GEOINT confère à l'environnement un rôle structurant dans l'analyse des crises. Les systèmes d'information géographique, qui en sont le support technique, sont particulièrement adaptés à l'appréhension de la géographie sous toutes ses formes. Le terrain physique, qu'il s'agisse de la topographie ou des réseaux hydrographiques, conditionne l'occupation humaine, les réseaux de communication et l'organisation des territoires. Modélisées sur support cartographique, les conditions climatiques influencent ou entravent les mouvements : une saison humide peut immobiliser une offensive mécanisée tout en favorisant des actions agiles. Une sécheresse prolongée, cumulée à des facteurs socio-économiques

[1] Australian Army. *Overview: Geospatial Intelligence & Defence Applications*. The Cove. Disponible sur : https://cove.army.gov.au/article/overview-geospatial-intelligence-defence-applications (consulté le 29 août 2025).
[2] Henrotin, Joseph. *Les mutations du renseignement militaire*. Paris : IFRI, 2017. Disponible sur : https://www.ifri.org/sites/default/files/migrated_files/documents/atoms/files/henrotin_mutations_renseignement militaire_2017_4.pdf (consulté le 29 août 2025).
[3] Lacoste, Yves. *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*. Paris : Maspero, 1976.

(Dufumier, Hugon, 2008)[4], peut catalyser une flambée de violence. À moyen terme, la modélisation du changement climatique permet d'anticiper les zones de vulnérabilité émergentes et les futurs arcs de crise. Par ailleurs, la localisation précise des infrastructures, permise par les grands programmes de cartographie, affine la connaissance du territoire et améliore l'anticipation des modalités de la crise. Dans ce contexte, les analystes de la guerre hybride ont renforcé leur surveillance des infrastructures critiques comme les centrales énergétiques ou les câbles sous-marins, à l'image des sabotages de C-Lion 1 et BCS en mer Baltique. Les spécialistes du GEOINT y répondent par une valorisation accrue des capteurs électromagnétiques géolocalisés, notamment ceux issus du système AIS (Ugolini, 2025)[5].

Le milieu urbain représente un défi singulier dans l'analyse des crises contemporaines. Il est considéré comme un théâtre d'opération à part entière, où les volumes, les densités, les vitesses de déplacement et les rapports à l'espace imposent des logiques d'action spécifiques. Le GEOINT s'inscrit pleinement dans cette vision : l'environnement urbain est analysé à une échelle souvent très fine, avec une attention particulière portée aux évolutions rapides de son tissu bâti. Les programmes civils et militaires de complétement cartographique y dédient des ressources spécifiques, compte tenu de l'instabilité structurelle de ces espaces. En contexte urbain, de nombreuses variables sont plus aisément croisées : flux de populations et de véhicules, fréquentation de lieux, réseaux énergétiques. Lorsque les autorités publiques soutiennent la mise à jour des données, la précision est renforcée : modélisations 3D, hauteur des bâtiments, imagerie très haute résolution, voire cartographie des réseaux enterrés. Tous ces éléments enrichissent l'analyse des schémas d'activité, la détermination des zones de vulnérabilité et l'identification des axes critiques pour l'évacuation de populations. Il convient cependant de nuancer ces opportunités : malgré la richesse des données disponibles, le milieu urbain reste un espace partiellement connu, encore difficilement maîtrisé. L'appropriation militaire de cet environnement est relativement récente[6] (Boulanger, 2022). De nombreux paramètres demeurent complexes à intégrer, notamment dans les villes dont la couverture cartographique est incomplète. C'est le cas des réseaux souterrains exploités ou creusés à des fins tactiques, comme à Baghouz en Syrie, ou encore des difficultés de modélisation liées à la variabilité saisonnière de la végétation et à l'état changeant du bâti, parfois détruit ou effondré.

Au-delà du domaine sécuritaire, le GEOINT joue un rôle croissant dans la compréhension des tensions liées aux ressources naturelles. La gestion des fleuves transfrontaliers, tels que le Nil ou le Tigre et l'Euphrate, illustre la façon dont le contrôle de l'eau devient un enjeu stratégique de premier plan. Grâce aux satellites et aux capteurs scientifiques, il devient possible de suivre l'évolution des bassins hydrologiques, d'anticiper les effets des barrages et d'ajuster les politiques de gestion des ressources en conséquence. Cette spatialisation des tensions permet de mieux cerner les interdépendances entre environnement, géopolitique et dynamiques locales (Boulanger, 2024)[7].

[4] « Le renseignement militaire en France : permanences et évolutions », *Revue Tiers Monde*, 2008/4 (n° 196), p. 927-944. Disponible sur : https://shs.cairn.info/revue-tiers-monde-2008-4-page-927?lang=fr (consulté le 29 août 2025).

[5] Clerc, Philippe. « Cartographie et guerre : une approche géohistorique ». *Géohistoire*, 2022. Disponible sur : https://journals.openedition.org/geohist/10321#tocto2n4 (consulté le 29 août 2025).

[6] Ginet, Pierre. « Le renseignement géospatial (GEOINT) : un outil géopolitique d'aide à la décision ». *L'Espace Politique*, no 42, 2020. Disponible sur : https://journals.openedition.org/espacepolitique/11486 (consulté le 29 août 2025).

[7] Boulanger, Philippe. *Geospatial Intelligence : Geoint, un outil géopolitique d'aide à la décision*. Collection U, Paris : Armand Colin, juillet 2024, 224 p.

En replaçant la crise dans un contexte géographique, l'analyse GEOINT offre un cadre d'intelligibilité précieux. Cela ne doit cependant pas être interprété comme une forme de déterminisme spatial. Une lecture strictement occidentale, ancrée dans des grilles de lecture territoriales et linéaires, peut conduire à des erreurs d'interprétation. Ainsi, au Sahel, certaines sociétés structurent leur espace selon des logiques immatérielles qui échappent à la cartographie conventionnelle (Retaillé, 2014)[8]. Cette limite ne remet pas en cause la pertinence de l'approche GEOINT, mais en souligne les conditions d'application. Elle invite l'analyste à croiser les disciplines et à adapter ses cadres d'analyse pour rendre compte de la complexité du réel. Le GEOINT se révèle alors comme une méthode d'intégration des données spatiales au sein d'une lecture globale, attentive aux contextes historiques, politiques et sociaux.

Exploiter le renseignement géospatial pour un avantage décisionnel asymétrique

L'un des défis majeurs dans la gestion contemporaine des crises réside dans la capacité à articuler des niveaux d'analyse multiples et à intégrer des données hétérogènes au sein d'un cadre décisionnel cohérent. Les crises actuelles (sécuritaires, humanitaires ou environnementales) se caractérisent par une complexité systémique où les dynamiques locales, régionales et globales s'entrelacent. Dans ce contexte, les circuits traditionnels du renseignement demeurent souvent marqués par une structuration en silos, cloisonnant les savoirs en fonction des échelles, des disciplines ou des logiques institutionnelles. Ces inerties réduisent la fluidité des synthèses analytiques et altèrent la réactivité opérationnelle.

Le GEOINT, en tant que langage commun fondé sur la représentation spatiale, constitue un levier essentiel de décloisonnement. En associant sur un même support cartographique des informations d'origines diverses, il facilite l'interopérabilité cognitive entre les acteurs et permet une lecture coordonnée de l'espace de crise. Trois dimensions fondent sa contribution à la supériorité informationnelle : la convergence des échelles d'analyse, l'hybridation des savoirs et l'accélération de la mise en action.

La convergence des échelles d'analyse permet d'articuler dans un même cadre des dynamiques géopolitiques globales, des tensions régionales et des vulnérabilités locales. À titre d'exemple, une analyse peut articuler la lecture des flux logistiques internationaux de gaz naturel liquéfié, l'état des ports de transbordement et les points de fragilité d'un réseau électrique à l'échelle d'un territoire restreint. Cette capacité à relier macro-diagnostics et micro-réalités opérationnelles s'avère particulièrement précieuse dans les conflits hybrides, les crises énergétiques ou les perturbations environnementales à ramifications géopolitiques.

Le GEOINT favorise également une hybridation des savoirs, en intégrant des sources de données et des disciplines traditionnellement séparées. L'usage conjoint d'imagerie satellitaire, de données vectorielles, d'indicateurs sociaux ou économiques, ainsi que de capteurs électromagnétiques permet de construire une représentation enrichie de la situation. Dans le champ militaire, cette capacité à fusionner les apports de capteurs variés renforce la précision du ciblage, comme l'ont démontré les opérations d'appui à la planification stratégique. En contexte humanitaire, elle facilite la coordination entre acteurs hétérogènes, notamment

[8] O'Hanlon, Michael E. *The Science of War: Defense Budgeting, Military Technology, Logistics, and Combat Outcomes*. Brookings Institution Press, 2009. Disponible sur JSTOR : https://www.jstor.org/stable/43860483?seq=7 (consulté le 29 août 2025).

lorsqu'il s'agit de synchroniser l'action d'ONG, d'agences des Nations unies, d'acteurs étatiques ou de forces de protection civile. L'opération de secours à Beyrouth en 2020, ou encore les déploiements lors du séisme au Népal en 2015, témoignent de cette capacité à fédérer autour d'une cartographie partagée (Zoghbi et al., 2021).

Enfin, le renseignement géospatial accélère le cycle décisionnel. Dans un environnement saturé d'informations, l'enjeu n'est plus tant l'accès à la donnée que sa structuration, sa contextualisation et sa diffusion. Le GEOINT, appuyé sur des infrastructures techniques robustes, permet cette transformation rapide de l'information en connaissance exploitable. Les progrès technologiques en matière de capteurs satellitaires, d'intelligence artificielle appliquée à l'imagerie et de bases de données géographiques normalisées renforcent la réactivité des cellules d'analyse. Des outils tels que les grands modèles de langage spécialisés, la segmentation automatisée d'images ou encore les services de détection de changement en temps réel optimisent la chaîne de valorisation de l'information. C'est sur cette capacité à détecter, synthétiser et transmettre dans un temps court que repose l'efficacité du GEOINT dans les chaînes de commandement opérationnelles. En réduisant la latence entre signal faible et action ciblée, il constitue un outil stratégique pour contrer l'effet de surprise et conserver l'initiative.

Le GEOINT comme socle de coopération en contexte

Le GEOINT ne se limite pas à un outil d'action nationale : il tend aussi à devenir un socle de coopération entre États. La mutualisation des moyens d'observation et d'analyse favorise une meilleure compréhension partagée des situations, tandis que la diffusion de compétences en matière géospatiale contribue au renforcement des capacités des pays en développement. Mais cette dynamique coopérative s'accompagne également de limites et d'enjeux géopolitiques, révélant que le GEOINT est autant un vecteur de rapprochement qu'un terrain de compétition stratégique.

Une mutualisation croissante des moyens d'observation et d'analyse

L'un des piliers de la coopération internationale en matière de GEOINT repose sur la mise en commun des capacités satellitaires et des systèmes d'analyse, en particulier dans les premières heures suivant une catastrophe. Ce partage permet de dépasser les logiques de souveraineté exclusive pour répondre à des situations d'urgence où le facteur temps est déterminant. La rapidité d'acquisition et de diffusion des données, combinée à leur qualité géospatiale, conditionne l'efficacité des secours, la coordination des acteurs et la protection des populations.

L'Union européenne joue ici un rôle moteur à travers le *Copernicus Emergency Management Service* (CEMS), un service public européen accessible aux États membres et à leurs partenaires humanitaires. Lors du séisme de magnitude 7,7 qui a frappé la Birmanie le 28 mars 2025, le Centre de coordination de la réponse d'urgence (ERCC) a activé le service *Rapid Mapping de Copernicus* seulement quelques heures après la catastrophe. Cette activation a permis la production de 93 cartes interactives couvrant 57 zones d'intérêt, allant de l'identification des

bâtiments effondrés à la surveillance des infrastructures critiques comme les barrages. Cette production s'est faite en coordination étroite avec le centre satellitaire de l'ONU (UNOSAT), évitant la redondance des efforts et assurant une couverture efficace des zones prioritaires.

L'intérêt de ce type de mécanisme réside également dans son accessibilité pour les acteurs humanitaires et de la sécurité civile. Les données produites ont été partagées avec l'IFRC, l'OCHA, l'ASEAN ou encore l'UNICEF, permettant une planification logistique rapide (comme l'envoi d'un pont aérien humanitaire de 80 tonnes depuis Copenhague), mais aussi une évaluation fine des risques pour les équipes de terrain.

Au-delà de l'Union européenne, d'autres mécanismes participent à cette dynamique de mutualisation, comme la Charte internationale « Espace et catastrophes majeures », qui permet à tout pays victime d'un désastre de déclencher un accès prioritaire et gratuit à de l'imagerie satellite. Cette charte, portée par une quinzaine d'agences spatiales, illustre une forme de diplomatie technique où l'accès à l'information devient un bien commun de la communauté internationale.

Enfin, la coopération entre le Programme alimentaire mondial (PAM) et UNOSAT, initiée dès 2003, incarne une collaboration durable entre une agence humanitaire et un centre d'expertise géospatial. Grâce à cette alliance, le PAM bénéficie d'un accès élargi aux produits de cartographie rapide, mais aussi à des services d'imagerie à très haute résolution (par exemple via le service commercial FirstLook). En retour, UNOSAT intègre les besoins opérationnels du terrain dans ses priorités d'analyse, créant une boucle vertueuse entre production et usage de l'information.

Le GEOINT comme levier de montée en compétence dans les États en développement

Si les coopérations GEOINT dans les contextes de crise sont souvent médiatisées à travers les activations d'urgence par des acteurs puissants (agences spatiales, institutions multilatérales, ONG internationales), un autre volet plus discret mais tout aussi structurant consiste à soutenir la montée en compétence des pays disposant de capacités limitées. Il ne s'agit plus alors seulement d'apporter une réponse à une crise ponctuelle, mais de contribuer à une transformation durable des capacités nationales en matière de renseignement géospatial. Dans ce cadre, le GEOINT devient un levier de souveraineté technique, de professionnalisation des administrations publiques et d'appropriation des outils de cartographie numérique par les acteurs de terrain.

C'est dans cette logique que s'inscrit le Programme des Maîtres Formateurs (PMF) lancé en 2025 par l'Organisation mondiale des douanes (OMD) avec l'appui de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA). Ce programme repose sur un principe simple mais ambitieux : former un noyau d'agents publics dans chaque pays partenaire pour qu'ils deviennent eux-mêmes formateurs, capables de transmettre localement des compétences en GEOINT adaptées à leurs réalités opérationnelles. La première session du PMF, organisée à Abuja, a réuni des représentants des administrations douanières du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Nigéria et du Togo. Tous ces pays avaient déjà participé en 2024 à un cycle initial de sensibilisation au GEOINT dans le cadre du projet de sécurité régionale financé par l'Allemagne.

Les objectifs du PMF sont à la fois techniques, opérationnels et pédagogiques. Les agents ont été formés à l'utilisation de logiciel, au développement de cas d'usage concrets dans les contextes douaniers (repérage de points de passage informels, analyse des flux suspects, croisement de données spatiales et d'informations opérationnelles), ainsi qu'à la production de supports didactiques contextualisés. Loin d'un transfert descendant de savoirs experts, le programme repose sur une co-construction entre les formateurs internationaux (OMD, JICA) et les participants, intégrant les contraintes du terrain, les réalités linguistiques, les limites d'accès aux infrastructures numériques, et les spécificités des missions douanières dans chaque pays.

Ce type d'approche illustre une vision élargie du GEOINT, non plus uniquement comme une technologie ou un produit, mais comme un écosystème de compétences mobilisables au service des politiques publiques. Il permet également de contourner la dépendance aux solutions propriétaires ou à l'achat ponctuel d'imagerie, en misant sur les données ouvertes, les outils open source et la capacité à bâtir des routines d'analyse endogènes. Dans une région comme l'Afrique de l'Ouest, où les enjeux de sécurité aux frontières, de flux migratoires et de lutte contre les trafics sont centraux, l'intégration du GEOINT dans les fonctions régaliennes de l'État apparaît comme un atout stratégique.

Cette montée en compétence favorise aussi la coopération sud-sud. En formant des formateurs locaux capables d'intervenir dans les pays voisins, le programme crée un tissu d'expertise régional, moins dépendant des grandes puissances ou des prestataires étrangers. Il contribue ainsi à une diplomatie de la compétence, où la circulation des savoirs et des pratiques techniques devient un vecteur d'intégration régionale, voire un facteur de stabilité à moyen terme.

Limites et enjeux géopolitiques d'une coopération géospatiale internationale

Si les dispositifs de coopération en matière de renseignement géospatial apparaissent aujourd'hui comme des instruments puissants de coordination et de solidarité, ils n'échappent pas à des tensions structurelles. Derrière l'apparente horizontalité des mécanismes de partage d'information se dessinent des rapports de force, des asymétries d'accès et des jeux d'influence où le GEOINT devient un marqueur de souveraineté autant qu'un outil de diplomatie.

La première limite tient à l'inégale répartition des capacités techniques et industrielles en matière d'observation de la Terre. Très peu d'acteurs (principalement les États-Unis, l'Union européenne, la Chine, la Russie, l'Inde ou encore Israël) disposent de constellations satellites performantes, capables de produire des images à très haute résolution avec une fréquence de revisite élevée. Dans ce contexte, les pays dépourvus d'infrastructures spatiales dépendent structurellement de ces puissances pour accéder aux données critiques en temps de crise. Même si des mécanismes comme la Charte internationale ou Copernicus garantissent un accès libre dans certains cas, cet accès reste souvent conditionné à des autorisations institutionnelles, limité dans le temps et centré sur des zones définies *a priori*. L'ensemble de la chaîne, du capteur à l'analyse, reste largement dominé par quelques centres de pouvoir.

À cela s'ajoute une asymétrie dans les capacités d'analyse. Disposer d'une image ne garantit pas sa compréhension opérationnelle. Les outils de traitement, les modèles d'interprétation et

la capacité à croiser les couches d'information pour dégager un renseignement pertinent nécessitent des compétences techniques avancées. Les États qui ne disposent pas de ces ressources humaines restent dépendants de l'expertise extérieure, avec le risque d'une captation du sens ou d'une manipulation de l'interprétation. Dans certains cas, des divergences d'analyse peuvent émerger entre les partenaires d'une même mission, chaque acteur privilégiant ses intérêts politiques, ses grilles de lecture ou ses priorités géostratégiques.

La gouvernance des flux géospatiaux constitue un enjeu central, tant sur le plan technique que politique. Les décisions relatives à la sélection, à l'analyse et à la diffusion des données sont loin d'être neutres. Les formats, standards et vocabulaires adoptés pour assurer l'interopérabilité entre systèmes relèvent d'un choix stratégique, susceptible de favoriser certains fournisseurs, d'exclure les utilisateurs non alignés, ou encore de conditionner l'accès aux données à l'adhésion à des régimes normatifs dominés par les grandes puissances spatiales. Sous l'apparente ouverture des dispositifs de coopération se déploie souvent une logique d'alignement technologique et de projection d'influence, où la normalisation devient un vecteur discret mais puissant de hiérarchisation entre les acteurs.

Le développement rapide d'acteurs privés puissants, tels que Maxar, Planet Labs, Airbus Intelligence ou BlackSky, complexifie davantage l'écosystème géospatial global. Ces entreprises concentrent une part substantielle des données commerciales disponibles, fixent de manière autonome leurs conditions d'accès et opèrent des hiérarchisations entre utilisateurs selon des critères commerciaux, diplomatiques ou stratégiques. Leur intégration croissante dans les chaînes de réponse humanitaire ou sécuritaire brouille les frontières entre secteur public et secteur privé, tout en introduisant de nouvelles formes de dépendance technologique. Par ailleurs, ces entreprises demeurent étroitement liées aux États dont elles relèvent juridiquement. Le cas de Maxar illustre cette articulation entre intérêts commerciaux et logique d'État. En mars 2025, l'entreprise a désactivé temporairement l'accès à certaines images satellites de la guerre en Ukraine, invoquant des considérations de sécurité nationale en lien avec les directives du gouvernement américain. De même, les conditions de diffusion de certaines images stratégiques liées au programme nucléaire iranien sont encadrées par des clauses contractuelles et des obligations réglementaires, qui répondent aux priorités géopolitiques des États-Unis. Ces mécanismes de contrôle confirment que les capacités commerciales d'imagerie haute résolution, loin d'être neutres, sont enracinées dans des systèmes de souveraineté. Leur usage est dès lors souvent subordonné aux intérêts stratégiques des puissances qui en détiennent la gouvernance. Dans ce contexte, la coopération internationale en matière de GEOINT, lorsqu'elle repose sur des infrastructures privées et des standards propriétaires, reproduit des formes d'asymétrie informationnelle qui fragilisent les dynamiques de solidarité, de transparence et de durabilité que ces dispositifs affichent par ailleurs.

Face à ces tensions, certains acteurs plaident pour l'émergence d'une gouvernance globale du GEOINT en contexte de crise. Celle-ci pourrait passer par l'adoption de standards ouverts, la création de banques de données mutualisées, la reconnaissance de principes d'éthique de l'information géospatiale et le renforcement des capacités locales de traitement et d'analyse. Ce chantier reste encore balbutiant, mais il conditionne à terme la crédibilité des dispositifs de coopération. Sans maîtrise partagée des moyens, la solidarité internationale risque de demeurer une façade technique au service de stratégies d'influence plus larges.

Conclusion

Le renseignement géospatial s'est imposé comme un prisme structurant de la lecture contemporaine des crises. Par sa capacité à objectiver l'espace, à synthétiser des données hétérogènes et à produire des représentations décisionnelles, il est devenu un levier de puissance dans un ordre international traversé par l'incertitude et la compétition informationnelle.

Son rôle dépasse largement le champ militaire ou humanitaire. Il façonne les récits, polarise les opinions publiques, accélère les prises de décision et conditionne l'efficacité des interventions. Il est à la fois outil de prévention, bras armé de la diplomatie, instrument d'influence et socle de coopération. Cette polyvalence stratégique explique l'investissement croissant des États dans les capacités géospatiales, tout autant que la compétition féroce pour leur contrôle. Derrière la neutralité apparente des cartes et des images, ce sont des choix politiques, des narratifs et des exclusions qui se jouent.

Son intégration croissante dans les doctrines militaires, les mécanismes humanitaires et les logiques de diplomatie illustre une hybridation des fonctions de la donnée : à la fois instrument de sécurisation, de narration, de légitimation et d'exclusion. Cette centralité nouvelle du GEOINT consacre la transition d'un monde régi par la supériorité matérielle vers un monde façonné par la maîtrise des infrastructures cognitives.

Cette maîtrise reste cependant profondément inégale. Les dynamiques de coopération ne sauraient masquer les rapports de force qu'elles reconduisent sous d'autres formes. L'accès aux capteurs, la capacité d'analyse, la souveraineté sur les chaînes de traitement ou encore l'imposition de standards sont autant de vecteurs d'influence et de contrôle. Le GEOINT opère ainsi comme un dispositif de hiérarchisation des acteurs dans la gestion globale des crises.

Institut
EGA

ISSN : 2739-3283
© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2025.

Institut d'études de géopolitique appliquée
121 rue du Vieux Pont de Sèvres 92100 Boulogne-Billancourt
Courriel : secretariat@institut-ega.org
Site internet : www.institut-ega.org